

Europe

AUTRICHE : LA GESTION DE LA CRISE DU COVID-19 ET LES CONSÉQUENCES POLITIQUES

Gerhard Marchl

13/04/2020

Alors que l'Autriche a été jusqu'ici faiblement touchée par le coronavirus, elle s'apprête à lever progressivement certaines restrictions liées au confinement. Gerhard Marchl, responsable du pôle Europe au Karl-Renner-Institut, analyse la situation en Autriche depuis le début de l'épidémie et revient sur les mesures annoncées par le gouvernement du chancelier Sebastien Kurz, qui bénéficie aujourd'hui du soutien de la population.

Les mesures de confinement qui ont été annoncées par le gouvernement autrichien pour endiguer la propagation de l'épidémie de coronavirus engendrent une forte crise économique, mais semblent porter leurs fruits. La courbe d'infections s'aplatit de sorte qu'à partir de la mi-avril 2020, certaines restrictions vont être levées progressivement. Pour le moment, les restrictions des droits fondamentaux dues au confinement ne font pas l'objet de suffisamment de discussions parmi la classe politique et la population. La plupart des médias et l'opinion publique soutiennent le chancelier Kurz et sa coalition avec les Verts qui bénéficient, au moins dans un premier temps, de la crise.

C'est le 25 février dernier que l'Autriche a enregistré ses deux premiers cas de Covid-19. Environ deux semaines plus tard, le 10 et le 13 mars 2020, face à la diffusion rapide du virus, le gouvernement de coalition formé entre l'ÖVP (Österreichische Volkspartei – Parti populaire autrichien) et les Verts a annoncé des mesures de confinement très fortes pour endiguer la propagation de l'épidémie. À ce moment-là, l'Autriche était l'un des premiers pays européens à adopter des restrictions de très grande ampleur, avec notamment :

- la fermeture des écoles et des universités ;
- la fermeture de tous les magasins à l'exception des supermarchés, des boulangeries, d'autres commerces d'alimentation, des pharmacies, des drogueries, des bureaux de tabac, des banques et des bureaux de poste ;

- l'interdiction de quitter le domicile, sauf pour des déplacements professionnels, pour faire des achats nécessaires, pour soutenir des personnes qui ont besoin d'aide et pour aller prendre l'air seul, avec les personnes qui habitent dans le même foyer et/ou avec les animaux domestiques ;
- l'interdiction d'événements ainsi que de réunions de plus de cinq personnes ;
- la fermeture des frontières, d'abord avec l'Italie, puis progressivement avec tous les pays voisins ; seules peuvent passer les personnes ayant un certificat médical attestant qu'elles ne sont pas atteintes par le virus et celles se soumettant à une quarantaine de quinze jours.

Action tardive au Tyrol

Au Tyrol, les autorités ont décrété des mesures de confinement et de quarantaine encore plus fermes. En effet, quelques stations de ski très peuplées comme Ischgl, St. Anton et Sölden et leurs nombreux bars d'après-ski étaient, comme le public l'a appris au fur et à mesure, des *hotspots* de la propagation du virus, non seulement pour la région, mais aussi au niveau international. Des centaines de touristes infectés, d'origine surtout allemande, scandinave et britannique ont ramené le virus dans leurs pays. Bien que les autorités islandaises aient informé leurs homologues tyroliens, dès le 5 mars dernier, de plusieurs cas d'infections, les autorités locales et régionales n'ont pas réagi à temps. Ce n'est que le 13 mars 2020 que les domaines de ski mentionnés ont cessé leurs activités et que les villages ont été mis sous quarantaine. Pire encore, l'évacuation des touristes étrangers, qui auraient dû être mis en quarantaine dans leurs pays d'origine, s'est mal déroulée du fait d'une mauvaise organisation. Il semble que le gouvernement régional du Tyrol (ÖVP-Verts) et les responsables à l'échelle locale aient, d'une part, donné la priorité aux retombées économiques et, d'autre part, ignoré (volontairement ?) les conséquences pour la santé des touristes et de la population locale. .

Différends entre le gouvernement fédéral et la ville de Vienne

Michael Ludwig (Parti social-démocrate autrichien), maire de Vienne, a fait comprendre qu'il n'était pas toujours d'accord avec les mesures prises par le gouvernement fédéral et l'ampleur du confinement. Les différends ont ouvertement éclaté à travers la question de l'ouverture des espaces verts dans la capitale : les parcs et jardins gérés par la ville sont restés ouverts, tandis que ceux gérés par l'État fédéral (comme le parc du château de Schönbrunn) demeurent fermés. Cette mesure a été vivement critiquée par le gouvernement municipal de Vienne et, entre-temps, le gouvernement fédéral a annoncé l'ouverture des espaces verts concernés après Pâques. Cet exemple de conflit illustre les enjeux à venir lors des élections municipales qui auront lieu en

automne où l'ÖVP du chancelier Kurz vise à rompre la majorité actuellement détenue par le SPÖ.

Forte crise économique

Vu l'ampleur du confinement, il est peu surprenant que l'Autriche aussi devra s'attendre à une très forte récession économique. En quelques semaines, le chômage a atteint un taux record depuis 1945. Fin mars 2020, 163 000 personnes supplémentaires (par rapport au mois de février dernier) étaient sans emploi, ce qui représentait au total 562 000 personnes. Ces chiffres illustrent qu'un grand nombre d'entreprises ont massivement licencié du personnel malgré un vaste programme de chômage partiel (*Kurzarbeit*). Mais il faut ajouter aussi que ces dispositifs de chômage partiel sont également mis en œuvre par de nombreuses entreprises.

Dans le but de limiter autant que possible les conséquences économiques, le Parlement a également adopté la création de plusieurs fonds de soutien pour les entreprises et les travailleurs indépendants. Au total, le gouvernement prévoit des dépenses supplémentaires d'un montant de 38 milliards d'euros. Le gouvernement a promis de soutenir l'économie le plus possible et de sauver autant de postes de travail que possible – « *koste es, was es wolte* » (coûte que coûte).

Il est à noter que les mesures visent surtout les entreprises. Les intérêts des salariés et les conséquences sociales sont relégués au second plan : deux exigences du SPÖ, notamment l'augmentation de l'allocation de chômage et la création d'un fonds de soutien pour les employés, ont été rejetées par le gouvernement.

Un resserrement des rangs avec de grandes fissures

En mars dernier, non seulement le gouvernement, mais aussi l'opposition – entre autres la présidente du SPÖ, Pamela Rendi-Wagner –, ont appelé à un resserrement des rangs au niveau national. Toutes les forces politiques étaient prêtes à agir ensemble et, dans un premier temps, cette coalition informelle a fonctionné. Pour lutter contre la crise sanitaire et économique, trois paquets de lois ont dû être adoptés avec une rapidité sans précédent, dont les deux premiers ont été acceptés à l'unanimité par le Parlement. Pourtant, ce resserrement des rangs montre déjà des fissures.

Il est à noter que, durant le processus législatif, le gouvernement a commis certaines erreurs et n'a pas toujours respecté les règles. Un exemple : le gouvernement a décidé la fermeture d'un grand nombre d'entreprises (surtout des magasins) sur la base d'une loi traitant des épidémies qui existait

déjà, mais n'a pas mis en œuvre les paiements compensatoires prévus par cette loi. Comme un mécanisme, qui remplace les paiements, n'a été établi que quelques jours plus tard, un certain nombre d'entreprises porteront probablement plainte contre la République.

En outre, les trois partis d'opposition se plaignent d'être mal et tardivement informés par le gouvernement. Lors de l'adoption du troisième paquet législatif, seul le SPÖ, après de longues discussions avec l'ÖVP et les Verts, a assuré la majorité des deux tiers qui était en partie nécessaire. Les sociaux-démocrates ont obtenu des concessions des partis de gouvernement surtout dans le domaine social, notamment une protection contre le licenciement pour certains groupes à risque. Pourtant, une définition claire des critères pour bénéficier de cette protection n'existe pas encore.

Peu de critiques envers les restrictions relatives aux droits fondamentaux

Globalement, les mesures du gouvernement sont soutenues par la population. L'abrogation de certains droits fondamentaux, comme la liberté de rassemblement ou de circulation, n'a pas fait l'objet d'un large débat. Pourtant, la proportionnalité de certains instruments est mise en cause. Cela concerne surtout l'introduction de la « Corona App », une application qui permet de détecter les personnes infectées. Des doutes subsistent quant au respect par cette application des règles concernant la protection des données, d'autant plus que le chancelier Kurz pensait entre-temps rendre obligatoire son utilisation afin de suivre automatiquement les déplacements des utilisateurs.

Une stratégie de communication offensive, mais condescendante

Le chancelier Sebastian Kurz et ses ministres poursuivent une stratégie de communication offensive. Ils informent régulièrement la population sur la crise et les mesures adoptées. Pourtant, ils n'expliquent pas suffisamment les modélisations qui forment la base des décisions. On peut constater aussi des incohérences et contradictions dans les nombreuses interventions, par exemple quant au sens de porter des masques. Dans un premier temps, le gouvernement et les experts disaient qu'il ne servait presque à rien de porter un masque. Entre-temps, face aux bons exemples en Asie, les responsables ont changé d'avis.

Autre chose frappante sont les appels non seulement des représentants du gouvernement, mais

aussi du président de la République, Alexander van der Bellen, encourageant la population à tenir et à respecter les restrictions. Ces paroles paraissent exagérées et ressemblent aux leçons données par des prêtres ou enseignants condescendants.

La courbe d'infections s'infléchit

Mais où en est-on dans la lutte contre la propagation du virus ? Les mesures de confinement donnent les résultats souhaités. Lorsqu'elles ont été adoptées, le nombre de personnes infectées était encore limité, mais en forte hausse : le nombre est passé de 182 cas le 10 mars 2020 à 10 000 cas le 31 mars suivant (le pays compte environ 8,9 millions d'habitants). Néanmoins, depuis le 27 mars, les taux d'augmentation en pourcentage se sont aplatis : le 10 avril dernier, le ministère de la santé n'a enregistré qu'une croissance d'un peu plus de 2% (avec environ 13 500 cas).

Pour le moment, l'objectif d'éviter à tout prix une surcharge du système de santé a été également atteint : au 10 avril 2020, on comptait environ 320 personnes décédées en raison du Covid-19, 1 050 personnes hospitalisées, dont environ 260 dans des unités de soins intensifs. Il reste toujours des capacités libres puisqu'au total, le pays dispose d'environ 2 500 lits en soins intensifs. L'Autriche tire ainsi profit du nombre important des lits en soins intensifs (28,9 lits par 100 000 habitants ; France : 16,3 lits).

Levée partielle du confinement

Le 6 avril dernier, en raison des chiffres encourageants, mais aussi face aux défis économiques, le gouvernement de Sebastian Kurz a annoncé qu'il allait lever partiellement les mesures de confinement à partir du 14 avril 2020. À cette date, les petits commerces (jusqu'à 400 m²) ainsi que les magasins de bricolage et de jardinage pourront rouvrir leurs portes, suivis par tous les commerces et les salons de coiffure le 1^{er} mai suivant. La réouverture des restaurants et des hôtels serait repoussée au moins à la mi-mai. Toutefois, malgré les allègements pour les commerces, les restrictions de confinement restent en vigueur jusqu'au 30 avril pour le reste de la population, et l'enseignement dans les écoles ne reprendra qu'au plus tôt mi-mai. La *Matura*, l'équivalent du baccalauréat, dont le début des épreuves est prévu le 24 mai 2020, aura lieu, mais sans les oraux. Tous les événements et rassemblements publics restent interdits jusqu'à fin juin. En outre, l'obligation du port du masque dans les supermarchés sera étendue aux transports publics.

Une opinion publique uniforme et favorable au gouvernement

Selon des sondages récents, autour de 80% de la population soutiennent le confinement. Ce fait se reflète dans les médias où très peu de critiques envers le gouvernement sont émises. Bien au contraire, les médias transportent et renforcent les appels des autorités à tenir bon et à respecter le confinement. Tous les soirs, les présentateurs du journal télévisé principal du pays finissent l'émission en disant que l'on va y arriver ensemble.

Dans ce contexte, il est peu surprenant que la coalition entre l'ÖVP et les Verts profite de son omniprésence dans les médias ces dernières semaines et de sa gestion de la crise. Le chancelier Kurz, le vice-chancelier Kogler et le ministre de la Santé, Rudolf Anschober, jouissent d'une confiance énorme (autour de 80%) au sein de la population. S'il y avait des élections prochainement, l'ÖVP resterait largement en tête avec 43% (+6 points par rapport aux élections législatives de fin septembre 2019). Avec 19% (+3 points), les Verts pourraient réaliser un résultat encore plus fort qu'à l'automne dernier. Les trois partis d'opposition reculeraient : le SPÖ de 21 à 19%, l'extrême droite du FPÖ (Freiheitliche Partei Österreichs – Parti de la liberté d'Autriche) de 16 à 11%, et le Neos (un parti libéral) de 8 à 7%.

Il reste à voir si les conséquences ultérieures de la crise économique et sociale changeront l'opinion publique dans les mois à venir.